



## Compte rendu de la Formation Spécialisée Santé Sécurité et Conditions de Travail du 22/02/2024

La réunion a débuté par la lecture d'une liminaire intersyndicale dénonçant un dialogue social fortement dégradé. Les représentants du personnel réaffirment leur volonté de défendre les agentes et les agents de la DDFIP01 au travers d'un dialogue social éclairé, respectueux et constructif. Nous vous renvoyons vers la liminaire en question qui se trouve en pièce jointe.

Le point n°1 à l'ordre du jour concernait la procédure de recrutement d'un cabinet spécialisé que la FS-SST a mandaté pour réaliser l'enquête qui a l'obligation d'être menée à la suite de l'évènement grave survenu au SIP de la Grenouillère en décembre 2023. Cette procédure de sélection est enclenchée depuis la mi-janvier et suit son cours.

En point numéro 2, l'animatrice de la politique ministérielle nous a présenté la note d'orientation ministérielle, sans entrer dans le détail de cette note, une bonne nouvelle à retenir : le budget consacré à la sécurité et aux conditions de travail est en très légère augmentation.

Le point numéro 3 et la traditionnelle étude des fiches de signalement (FDS). À notre grande satisfaction la direction continue de réagir rapidement et fortement à tout signalement d'un comportement violent, dégradant ou insultant de la part d'un usager à l'égard d'une agente ou d'un agent de la DDFIP.

Ce point a également été l'occasion de parler du déploiement d'un nouvel outil en remplacement des FDS. SignalFIP est donc désormais disponible sur votre espace RH accessible par le portail métier, nous sommes cependant toujours en attente de l'instruction indiquant les modalités de traitement des FDS 2.0.

Dernier point à l'ordre du jour, la directrice adjointe nous a présenté les différents projets immobiliers en cours qui sont en réflexion à la DDFIP01

– PCRP : projet de déménagement du 5 au 9 de la Grenouillère. Ce projet a été retardé par rapport au calendrier initial pour prendre en compte de façon plus approfondie les aspects métiers dans la réalisation des plans définitifs. L'ISST a été associé ainsi que les agents dans l'élaboration du nouveau projet. Les agents seront de nouveau invités à se rendre sur les lieux de leur future installation dans la deuxième quinzaine de mars.

– Hauteville: ce service non ouvert aux usagers avec 3 agents va être réinstallé dans un nouvel espace totalement rénové par les agents techniques de la DDFIP01 mais toujours dans le même bâtiment. La fin prévue des travaux est à ce jour fixée au 15 avril de cette année.

– Belley : les services installés dans les locaux de la SEMCODA font l’objet d’une réflexion de réorganisation de l’immobilier. Cette réorganisation n’interviendra pas dans un avenir proche puisqu’elle est pilotée par la préfecture et concernerait plusieurs administrations dans un projet de les réunir sur un même site toujours à Belley. Suite aux remontées effectuées par Solidaires et FO sur les inquiétudes fortes exprimées par les agents travaillant sur ce site, le directeur s’est engagé à programmer dès que possible une visite afin d’échanger avec les agents sur ce sujet.

– SGC Montluel : l’installation actuelle n’étant pas adaptée au bon fonctionnement du service, la DDFIP a saisie l’opportunité d’un projet de construction de nouveaux locaux par la communauté de commune pour envisager un déménagement du SGC. Les agents ont été pleinement associés dans ce projet, la date cible donnée par la direction est fixée au 4ème trimestre 2024.

– TPH : Solidaires Finances Publiques a soulevé de nouveau la question de l’installation d’un abri vélo au 8 GV, le directeur n’a pas d’opposition formelle à cette demande et abordera ce sujet à l’issue des dialogues de gestion et en mobilisant les budgets prévus dans le cadre des engagements Bercy vert. À cette occasion il a été également signalé les fortes températures subies dans certains bureaux de ce bâtiment, la FS présentera des propositions concrètes aux agents suite à la prochaine séance qui se tiendra en mars. À cet effet les élus Solidaires se déplaceront sur le site pour échanger avec les agents sur les différentes solutions qui peuvent être envisagées.

– Rénovation de l’accueil de la Grenouillère : à ce jour ce projet d’envergure est toujours au stade de la réflexion mais les pistes se précisent. Ce qui est certain c’est que ces travaux n’impacteront pas la période de campagne déclarative 2024.

La direction a bien conscience des problématiques d’accueil liées à l’arrivée de nouveaux services sur le site, paierie départementale et SGC de Bourg. À ce jour les plans du futur accueil sont en cours de finalisation par l’architecte, ils nous seront présentés au plus tôt.

Le deuxième volet d’importance de ce projet concerne le maintien de l’accueil du public pendant la réalisation des travaux. 3 pistes sont étudiées par la direction :

– déporter l’accueil à l’extérieur du bâtiment (algeco sur le parking). Cette solution présente de gros inconvénients : très grande emprise sur le parking, désolidarisation des équipes d’accueil du reste de leur service avec de très fortes contraintes sur leurs conditions de travail. S’ajoute à cela une forte dégradation de la qualité de l’accueil du public et de son orientation.

– déporter l’accueil dans un autre site Burgien de la DDFIP01 : sites du SGC, de la TPH ou de la direction. Cette solution présente les mêmes inconvénients que la précédente avec une dégradation encore plus importante des conditions de travail des agents d’accueil et de ceux exerçant sur les sites accueillants, sans parler de l’orientation des usagers.

– utilisation d’un autre espace dans le RDC de la Grenouillère pour déporter l’accueil sans perturbations majeures pour les usagers et pour les collègues de l’accueil. Ce serait l’espace occupé à ce jour par le service de l’enregistrement qui serait le plus approprié. Si cette solution était retenue, les collègues de l’enregistrement seraient réinstallés provisoirement sur l’espace actuellement occupé par la salle courrier et la salle de réunion. Un accès direct aux archives indispensables à leur mission serait assuré par une modification des cloisonnements. À ce stade des réflexions, cette solution si elle est bien accompagnée reste la plus équilibrée.

Les élus Solidaires Finances Publiques s’attacheront à veiller à ce que la solution retenue soit la moins mauvaise pour l’ensemble du collectif de travail présent à la Grenouillère.

La réunion s'est terminée sur le point des questions diverses :

Lors d'une précédente FS les OS avaient fait remarquer que certains agents contractuels n'avaient pas vu leur traitement revalorisé. La direction nous a indiqué que c'était bien le cas et que les corrections suite à cette erreur sont en cours.

Sur la prime vie chère qui concerne les collègues exerçant sur la commune de Gex, Solidaires était intervenu auprès de la direction locale et générale pour s'inquiéter du non versement de cette prime sur la paye de janvier. Là aussi, le problème a bien été identifié et est en cours de règlement. Les collègues peuvent donc espérer une régularisation au plus tôt en mars mais plus certainement en avril.

Enfin concernant le RIA, il est à noter que la secrétaire générale de la préfecture qui est en charge du dossier travaille d'arrache-pied en étroite collaboration avec la présidente de l'association qui est une agente de la DDFIP01 pour une réouverture au plus tôt.

Cette réouverture est suspendue aux expertises et contre expertises des assureurs notamment en raison de nouvelles infiltrations constatées. Cependant la secrétaire générale reste optimiste et envisagerait une réouverture possible pour la rentrée de septembre 2024.